



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°70 - Semaine N°11

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

80% : la part de la production européenne de papier vierge réalisée dans les pays nordiques dont le mix énergétique est bas carbone et les ressources en eau abondantes.

Source : Centre commun de recherche de la Commission européenne (JRC)

Pays nordiques

Accord de coopération pour le recyclage des batteries entre Fortum et Hydrovolt. La société énergétique finlandaise et la coentreprise scandinave, créée en 2021 par le producteur d'aluminium norvégien Norsk Hydro et le constructeur de batteries suédois Northvolt, ont annoncé le 29 février un accord commercial portant sur la livraison de « masse noire » par Hydrovolt à Fortum. L'objectif est de maîtriser tout le processus du recyclage : Hydrovolt broie les batteries de véhicules électriques et en fait de la masse noire dans son usine de Fredrikstad, en Norvège, et Fortum récupère les métaux critiques à partir de ce matériau dans son usine hydrométallurgique de Harjavalta, en Finlande.

Visite politique et économique du Président finlandais en Norvège et adhésion de la Suède à l'OTAN. Le Premier ministre Jonas Gahr Støre et le président finlandais nouvellement élu Alexander Stubb ont rendu visite le 7 mars en Norvège aux forces armées engagées dans l'exercice de l'OTAN Nordic Response à Alta. « Nous coopérons étroitement en matière de politique de sécurité et échangeons nos expériences sur des questions telles que notre voisinage avec la Russie. Il existe également un fort potentiel de coopération dans le domaine de la transition énergétique, notamment dans le nord », a déclaré le Premier ministre norvégien Støre. Les deux dirigeants ont également félicité le Premier ministre suédois Ulf Kristersson au téléphone au sujet de l'adhésion de la Suède à l'OTAN. « C'est un jour historique. Le fait que la Finlande et la Suède soient désormais membres de l'OTAN nous rapproche encore plus », a déclaré le Premier ministre norvégien Støre.

Danemark

La France et le Danemark ont signé un accord bilatéral visant à permettre le transport et le stockage de CO2 issu de l'industrie française dans les sous-sols danois.

Si, à court terme, ce sont des navires qui transporteront le carbone liquéfié, à long terme, le transport sera réalisé *via* carبودuc (pipeline). Le potentiel de CO2 séquestré pour la France est estimé entre 4 et 8,5 MtCO2 par an à horizon 2030, et entre 15 et 20 à horizon 2050. Le sous-sol danois est l'un des plus adaptés en Europe pour stocker du carbone et différents projets sont en cours de développement dans le pays, dont le projet Bifrost pour lequel TotalEnergies a obtenu deux permis couvrant une zone de plus de 2 000 km2.

Les revenus de l'industrie pharmaceutique ont augmenté de 33% en 2023.

L'industrie a engrangé 257,4 Mds DKK (34,5 Mds €) de revenus en 2023, soit une hausse majeure de +32,6% par rapport à 2022. La filière est ainsi le moteur des revenus de l'industrie qui atteignent 1 105,3 Mds DKK (148,3 Mds €) sur l'année écoulée, en progression de +4,2% par rapport à l'année précédente. Depuis 2008, la croissance industrielle du Danemark est majoritairement portée par le secteur pharmaceutique (+501,5% de chiffres d'affaires) et par l'industrie du meuble et des jouets (+114,8%). En 2023, l'industrie pharmaceutique est devenue le plus grand secteur industriel au Danemark en termes de revenus, devançant l'industrie agroalimentaire et le tabac.

Ørsted A/S remporte le quatrième appel d'offres de New York pour l'énergie éolienne en mer.

Le projet Sunrise Wind (924 MW) de l'énergéticien danois a été désigné comme lauréat provisoire de l'appel d'offres. Celui-ci lui donne le droit de négocier un accord de 25 ans portant sur les certificats d'énergie renouvelable en mer (OREC) et fixant le prix par MWh de l'électricité produite dans le parc. Une fois signé, le contrat remplacera l'accord OREC existant, attribué à Sunrise Wind en 2019. C'est une bonne nouvelle pour Ørsted, dont les projets sont durablement affectés par la situation économique mondiale et pour lesquels les

prix fixés dans les contrats initiaux ne correspondent plus à l'augmentation des coûts de développement. Le parc éolien Sunrise Wind devrait être achevé en 2026. Ørsted reprendra la totalité des parts de ce projet à son partenaire actuel, Eversource, sous réserve de la signature du nouvel accord OREC.

Le français Edenred annonce l'acquisition du danois Spirii, plateforme SaaS de recharge des véhicules électriques en forte croissance.

Edenred, plateforme digitale de services et de paiements, étend son offre dans la mobilité électrique. En effet, Spirii, fondée en 2019, présente dans 18 pays et basée à Copenhague, a développé une plateforme de gestion des points de charge et fournit une gamme complète de solutions de recharge pour véhicules électriques à des clients tels que TUI, EDF et Lease Plan. La transaction prévoit l'acquisition d'une participation initiale de 88 % dans Spirii, ainsi que des options d'achat permettant à Edenred d'augmenter ultérieurement sa participation jusqu'à 100% d'ici 2029.

Les banques danoises enregistrent des profits records.

Alors que les six plus grandes banques du pays (Danske Bank, Nykredit, Jyske Bank, Sydbank, Spar Nord et Arbejdernes Landsbank) ont engendré un profit de 45,6 Mds DKK (6,1 Mds €) en 2023, le Ministre de l'Industrie, des Entreprises et des Affaires financières, Morten Bødskov, leur demande d'en faire bénéficier leurs clients. Il les invite notamment à réduire les frais bancaires et à augmenter les taux de rémunération des dépôts. La plus grande banque du Danemark, Danske Bank, a battu son propre record en atteignant à elle seule 21,3 Mds DKK (2,9 Mds €) de profits sur l'année écoulée. Le ministre a souligné l'importance pour les clients de faire pression sur les banques pour les contraindre à proposer des offres plus avantageuses. Le secteur bancaire se montre réticent envers ces mesures, en raison des faibles revenus de ces dernières années, dus à des taux d'intérêts particulièrement bas.

Finlande

Le PIB recule de 1 % en 2023. Le PIB a diminué deux fois plus que la prévision de -0,5 %, encore publiée par le ministère des Finances en décembre et par la Banque de Finlande en janvier. La Finlande est entrée en récession au second semestre : en recul de -1,1 % au troisième trimestre et de -0,7 % au quatrième trimestre, le PIB est tombé sous son niveau du quatrième trimestre 2019, avant la crise liée à la pandémie de Covid-19.

Chute de -12 % des échanges de biens en 2023. Les exportations ont diminué de 7 % en 2023, pour atteindre 76,2 Mds€, tandis que les importations ont diminué de 17 %, à 76,5 Mds€. La balance commerciale enregistre un déficit d'environ 30 M€, soit son solde le plus proche de l'équilibre en 13 ans de déficits consécutifs, dont un déficit record de 10,6 Mds€ en 2022. Le recul du commerce est lié en partie à celui des prix : -3,6 % pour les exportations, -7,4 % pour les importations. Les exportations ont particulièrement diminué pour les produits chimiques (-14 %) et de l'industrie forestière (-18 %). Les importations ont reculé le plus fortement pour les carburants (-38 %).

Deux semaines de grève contre les réformes du marché du travail sont à prévoir à compter du 11 mars. L'organisation centrale des syndicats de Finlande (SAK), principale fédération du pays, a annoncé le 6 mars sa plus longue série de grèves depuis l'automne 2023 et le lancement d'une campagne de protestation contre les projets du gouvernement pour le marché du travail. Invités par le Premier ministre Petteri Orpo, syndicats et représentants des employeurs ont discuté le 8 mars de la réforme du modèle salarial, visant à instaurer un plafond pour les hausses de salaires au niveau des secteurs exportateurs. Les syndicats s'y opposent, et reprochent au gouvernement de ne pas soumettre à la négociation ses projets de limitation du droit de grève et de flexibilisation du marché du travail. Les précédentes négociations, entre septembre et décembre 2023, ont toutes échoué, ce qui a conduit à deux séries de grèves de trois puis cinq jours en février.

89 % des salariés sont couverts par une convention collective, selon le ministère de l'Economie de l'Emploi, soit un taux inchangé depuis le dernier relevé en 2017. Le taux de couverture est de 84 % en moyenne dans le secteur privé. Il avoisine ou dépasse 90 % dans des secteurs comme les services sociaux et de santé, l'éducation, l'énergie, la finance et l'assurance, ainsi que les postes et télécommunications. Fondé sur les accords de branches, le modèle du marché du travail finlandais pourrait changer prochainement : le gouvernement a lancé le 1^{er} mars une consultation publique sur son projet de faciliter les accords d'entreprise.

Plus de la moitié des voitures neuves sont électriques ou hybrides rechargeables. Parmi les 87 500 voitures neuves immatriculées en Finlande en 2023 (+7 % en un an), 29 500 sont électriques (+103 %), 18 100 sont hybrides rechargeables (+13 %), 34 400 ont un moteur à essence (-21 %) et 5 100 ont un moteur diesel (-28 %). Les voitures uniquement électriques représentent un tiers des voitures neuves dans tout le pays, et près de la moitié dans certaines municipalités, notamment du Sud. Selon le directeur de l'Organisation centrale finlandaise du commerce automobile (AKL), Tero Lausala, la popularité grandissante de l'électrique ne suffira pas à ramener les émissions du trafic routier au niveau de 2005 d'ici la fin de la décennie, conformément à l'objectif officiel.

Ilmatar bénéficiaire du premier projet « InvestEU » de la Banque nordique d'investissement. La Commission européenne a annoncé le 21 février le soutien du programme InvestEU à un crédit de 50 M€ de la Banque nordique d'investissement à la société énergétique Ilmatar, détenue par le français Omnes Capital. Ce soutien prend la forme d'une garantie. Le prêt de la BNI financera le projet de parc éolien de Pahkakoski, dans le Nord de la Finlande. Le parc comptera 30 turbines pour une puissance 186 MW et sera mis en service en 2025, selon Ilmatar.

Islande

La croissance économique a atteint 4,1% en 2023.

D'après les données préliminaires de Statistics Iceland, le PIB a atteint 4 279 Mds ISK/28,6 Mds € en 2023, soit une augmentation de 4,1% en volume par rapport à l'année 2022. Ce chiffre reflète une situation très inégale entre les trimestres avec une croissance annuelle forte au premier semestre 2023 (T1: 8,9% et T2: 5,2%), puis une croissance plus faible au second semestre (T3: 2,1% et T4: 0,6%). Les exportations de services (tourisme) ont été le principal moteur de la croissance en 2023 avec une augmentation de 9,8% en volume par rapport à l'année 2022 tandis que les dépenses intérieures brutes (consommation des ménages, du gouvernement et investissement) ont seulement augmenté de 1,2% en volume contre 8,4% entre 2021 et 2022.

Le tourisme a contribué à hauteur de 8,5% au PIB en 2023.

D'après les données préliminaires de Statistics Iceland, le tourisme a dépassé les résultats d'avant-covid avec une part dans le PIB 2023 estimée à 8,5%, contre 7,5% en 2022 et 8,2% en moyenne sur la période 2016-2019. Le chiffre d'affaires du tourisme s'est élevé à 921 Mds ISK/6,2 Mds€ en 2023, soit une hausse de 21% par rapport à 2022. Malgré ce bon résultat, une croissance quasiment nulle a été observée dans l'industrie touristique aux mois de novembre et décembre à la suite des événements sismiques intervenus sur la péninsule de Reykjanes.

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note de l'Islande à « A » pour le risque de défaut avec une perspective stable.

Fitch Ratings indique que la note « A » de l'Islande reflète un revenu par habitant très élevé et des indicateurs de gouvernance similaires à ceux des États notés « AAA » et « AA ». Le pays a constitué d'importantes réserves en devises, le secteur privé se porte bien et les établissements de crédit sont solides. La note de l'Islande reste cependant limitée par la petite taille de son économie, le manque de diversification de ses exportations et son niveau relativement élevé de dette publique.

Asgeir Jonsson restera gouverneur de la banque centrale d'Islande jusqu'en 2029.

Asgeir Jonsson a été nommé gouverneur de la Banque centrale pour la première fois en 2019 et son mandat qui devait se terminer le 20 août 2024 sera prolongé jusqu'en 2029.

L'entreprise pharmaceutique Alvotech a obtenu une autorisation de commercialisation de son générique Simlandi sur le sol américain.

L'autorité américaine de l'alimentation et des médicaments (FDA) a autorisé Alvotech à commercialiser un générique du médicament Humira utilisé pour les maladies inflammatoires et la polyarthrite rhumatoïde. Humira était l'un des médicaments les plus vendus au monde en 2022, avec des ventes d'environ 1 680 Mds ISK/11,2 Mds € aux États-Unis. Le partenaire d'Alvotech, Teva Pharmaceutical, sera chargé de la commercialisation de Simlandi aux États-Unis.

La protection collective accordée aux Ukrainiens en Islande est prolongée jusqu'au 2 mars 2025.

Le ministère de la Justice a décidé la prolongation de la protection collective temporaire des ukrainiens en Islande mise en place pour la première fois le 4 mars 2022 à la suite de l'invasion russe. Plus de 1 600 Ukrainiens ont demandé l'asile sur cette base en 2023 dont 1 560 ont reçu une réponse positive.

Norvège

Signature d'un MoU Norvège-UE sur les minéraux terrestres.

La Norvège et l'UE ont signé un accord d'intention sur les minéraux terrestres dans le cadre de l'Alliance verte européenne. Ce « Partenariat sur les matières premières durables issues de la terre et les chaînes de valeur des batteries » se concentre sur la cartographie des ressources, l'identification des projets, la valorisation des opportunités commerciales et l'investissement privé. Le texte vise également à renforcer la coopération bilatérale sur la R&D, établir de hauts standards RSE sur les chaînes de valeur des minerais et batteries, ainsi que développer les compétences nécessaires au déploiement du secteur. Il ne concerne pas les ressources issues de l'exploitation des fonds marins (*deep sea mining*).

Intérêt pour le civil nucléaire et pour l'Alliance européenne sur les SMR.

Le parti du progrès, issu de l'opposition de droite dure, a demandé au gouvernement d'adhérer à l'Alliance industrielle européenne sur les petits réacteurs modulaires (SMR) d'ici avril. « La Norvège a la possibilité d'apporter son expertise et ses ressources afin qu'une énergie non fossile puisse être déployée le plus rapidement possible », a déclaré le porte-parole du parti, Marius Arion Nilsen. La secrétaire d'Etat au ministère de l'énergie, Elisabeth Sæther, a indiqué que l'initiative sera étudiée par ses services. Dans le même temps, l'intérêt pour le nucléaire civil semble se confirmer en province: le maire de Halden, Fredrik Holm (parti conservateur), est actuellement en discussion avec l'entreprise Norsk kjernekraft pour installer à terme une centrale nucléaire dans sa commune. Le groupe serait en contact avec une trentaine de communes norvégiennes qui partageraient la même ambition.

Hausse des exportations de produits de la mer en février.

Pour le 36^{ème} mois consécutif, les exportations de produits de la mer norvégiens ont augmenté en février 2024 pour s'élever à 1,2 Md€. L'Europe représente 67% de ce marché, suivie de l'Asie (22%) et des Etats-Unis (8%). Le Danemark, la Pologne et la France figurent parmi les plus grands consommateurs de saumon norvégien.

Equinor a été sélectionné pour construire le projet *Empire Wind 1*, au large des côtes de New York.

Le groupe norvégien a été retenu le 29 février comme lauréat provisoire du 4^{ème} appel d'offre de l'Etat de New York dans le domaine de l'éolien en mer. Il prévoit la construction d'un parc de 57 turbines, d'une capacité de 810 MW, ce qui alimenterait un million de foyer américains. Au total, le contrat pourrait s'établir entre 800 et 900 M€.

Attentes du ministre de l'énergie norvégien sur l'éolien offshore.

Le 18 mars 2024 se déroulera le dépôt des offres pour l'appel relatif à la concession du futur champ d'éoliennes offshore Sørlige Nordsjø II. Le ministre de l'énergie, Terje Aasland, espère que les deux grandes entreprises publiques énergétiques, Equinor et Statkraft, déposeront un dossier de candidature. Les observateurs notent cependant que ce projet, trop éloigné des côtes et en mer profonde, n'assure pas la rentabilité nécessaire pour inciter les entreprises à candidater, et ce en dépit de subventions publiques pouvant s'élever à plus de 2Md€, récemment annoncées par le Gouvernement.

Accord de coopération maritime entre la Norvège et le Royaume-Uni.

La ministre de la pêche, Cecilie Myrseth et son homologue britannique, Lord Davies, ont signé le 1^{er} mars un accord bilatéral de coopération maritime, qui concerne la décarbonisation du transport maritime, la numérisation et l'autonomie, la compétence et les conditions de travail des gens de mer, ainsi que la promotion de l'accès au marché pour les services maritimes.

Suède

Les exportations suédoises de matériel militaire ont augmenté de +18% en 2023.

La Suède a exporté pour plus de 18 Mds SEK (1,6 Md€) d'armes selon l'Inspection des produits stratégiques (ISP). Plus de 80% des exportations concernent 39 pays, en particulier les Etats-Unis (320 M€), le Brésil (255 M€) et le Pakistan (143 M€). La France a été le 8^e bénéficiaire en achetant pour 50 M€ d'armes suédoises.

Principaux bénéficiaires de l'aide au développement suédoise en 2023.

Selon l'Agence suédoise de développement international (SIDA), l'Ukraine a été le premier bénéficiaire des aides au développement suédoises avec 2,42 Mds SEK (220M€), devant la République démocratique du Congo (969 M SEK, soit 88 M€), l'Afghanistan (907 M SEK soit 82 M€), l'Ethiopie (821 M SEK soit 75 M€) et le Mozambique (807 M SEK soit 73 M€).

Les investissements industriels suédois ont augmenté en 2023, mais les perspectives pour 2024 sont plus sombres.

Les investissements des entreprises se sont élevés à 448,3 Mds de SEK (40 Mds€) sur l'ensemble de l'année 2023, soit une hausse de 8% par rapport à 2022, selon SCB. En revanche, les perspectives pour 2024 laissent présager une baisse de 19% selon la dernière enquête réalisée auprès des acteurs.

EQT X a levé 22 Mds€ faisant d'EQT l'un des dix plus gros fonds de rachat de l'histoire.

Il a fallu plus de 2 ans au géant suédois du capital-investissement, coté à 35 Mds€ à la bourse de Stockholm, pour lever ce fonds. Il est 40 % plus important que le précédent fonds de 15,6 Mds€ (EQT IX) clôturé il y a trois ans. Son objectif initial était de 20 Mds€. Ce niveau a uniquement été dépassé par CVC en Europe en juillet 2023. EQT gère actuellement plus de 230 Md€ d'actifs, ce qui le place parmi les trois plus grands acteurs en Europe et dans le top 10 mondial.

Xavier Niel investit 1,2Md€ pour acquérir 19,8% de Tele2.

Le milliardaire français et son groupe Iliad poursuivent leurs investissements au capital d'opérateurs télécoms. Iliad, propriété du milliardaire français, et la holding de ce dernier, NJJ, ont annoncé acquérir 19,8 % du 2^e principal opérateur télécom en Suède (après l'opérateur historique Telia) et dans les pays baltes. Tele2 comptabilise 8,3 M d'abonnés (hors entreprises) et affiche des revenus de 29 Mds SEK (2,6 Mds€), dont les trois quarts sont réalisés en Suède, 13 % en Lituanie, 7% en Lettonie et 3% en l'Estonie (3%). L'opérateur compte plus de 4 400 employés. L'opération est soumise aux approbations des autorités compétentes, mais devrait être finalisée au plus tard au T3 2024. Ces derniers mois, les opérateurs européens ont appelé à la consolidation du marché sur le continent afin de réduire la concurrence et accroître leur rentabilité à l'heure où ils investissent dans le déploiement de la 5G et la fibre optique. Cette acquisition permettra à Iliad de devenir le premier actionnaire de Tele2, loin devant Black Rock qui détient 5,9% du capital.

L'importante vague d'investissements français dans les transports, les télécommunications et les industries culturelles et créatives.

Depuis l'automne 2023, les relations économiques franco-suédoises se resserrent avec une importante vague d'investissements français en Suède, notamment dans les transports (Air France-KLM dans SAS), dans les télécoms (Xavier Niel/Free-Iliad dans Tele2 et Millicom), dans les jeux et paris en ligne (FDJ dans Kindred/Unibet...) ainsi que dans l'industrie créative (Vivendi/Canal+ dans le « Netflix Scandinave », Viaplay). Si l'investissement de la FDJ prend la forme d'une OPA amicale (2,6 Mds€), les autres investissements ont, pour l'instant, permis aux investisseurs français de devenir des actionnaires de référence. Dans plusieurs cas, il est possible qu'une montée plus importante dans le capital se matérialise.

Michelin lance un partenariat avec Antin et Enviro en Suède.

Michelin s'associe à Antin et Enviro pour annoncer la construction de la première usine de recyclage de pneus en fin de vie en Suède, à Uddevalla. La construction a commencé et l'usine devrait bientôt être opérationnelle. Elle aura une capacité de recyclage d'environ 25k tonnes de pneus par an et devrait être pourvoyeuse d'une quarantaine d'emplois.

L'un des investissements les plus rentables de la Suède concerne le ferroviaire.

Une meilleure liaison ferroviaire entre Stockholm et Oslo permettrait d'accroître les échanges, de développer le tourisme et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est ce qu'estime la Chambre de commerce de Stockholm, qui considère la ligne ferroviaire comme l'un des investissements les plus rentables de Suède.

L'opérateur ferroviaire finlandais se développe dans un environnement ferroviaire suédois fragmenté.

L'entreprise ferroviaire publique finlandaise VR se développe considérablement en Suède grâce à l'acquisition récente de l'entreprise suédoise MTRX, qui exploite la ligne très fréquentée Stockholm-Göteborg (DN). VR est désormais le deuxième opérateur du trafic ferroviaire commercial à accès libre en Suède, après l'entreprise publique Swedish Rail (Sw. Statens järnvägar). Si les experts se félicitent de la décision de VR, ils mettent également en garde contre les problèmes que pourraient poser des voies mal entretenues et prévoient un "avenir chaotique" en Suède. Les critiques reprochent à l'administration suédoise des transports (Sw. Trafikverket), le plus grand propriétaire de voies ferrées de Suède, d'être à l'origine de retards importants et de problèmes techniques, en citant des erreurs de prévision et des sous-estimations dans le développement du rail au cours des deux dernières décennies. Malgré les difficultés, VR entend être un acteur à long terme en Suède, en tirant parti des possibilités offertes par un marché qui est environ deux fois plus important que celui de la Finlande.

Premier parc éolien flottant. SVT et Sveriges Radio rapportent que le conseil administratif du comté (Sw. Länsstyrelsen) a recommandé au gouvernement d'approuver le premier parc éolien flottant de Suède au large de la côte du Bohuslän. Le parc éolien Poséidon proposé pourrait potentiellement produire autant d'électricité que Västra Götaland en produit actuellement chaque année. Alors que certaines municipalités, comme Uddevalla, ont exprimé leur scepticisme en raison des impacts négatifs potentiels, Monique Wannding, chef du département de la protection de l'environnement de la Commission, a souligné que les avantages l'emportaient sur les inconvénients. S'il est approuvé, le parc éolien pourrait compter jusqu'à 81 turbines d'une hauteur maximale de 340 mètres. La décision revient maintenant au gouvernement, chargé de l'arbitrage.

L'agence des forêts a besoin de plus de fonds pour faire face à la loi sur la déforestation.

La Suède risque de se retrouver devant la Cour de justice de l'UE si elle ne parvient pas à mettre en œuvre de manière adéquate la nouvelle réglementation anti-déforestation de l'UE, rapporte Altinget. La responsabilité en incombe à l'Agence suédoise des forêts (Sw. Skogsstyrelsen), la réglementation visant à empêcher le commerce de biens contribuant à la déforestation. L'agence a demandé une augmentation progressive de son budget sur trois ans, de 15 millions de couronnes suédoises l'année prochaine à 50 millions de couronnes suédoises en 2027, afin de gérer la charge de travail supplémentaire. Le directeur général, Herman Sundqvist, prévient que sans ressources suffisantes, la Suède risque de se retrouver devant la Cour de justice de l'UE, ce qui affecterait négativement la confiance dans la sylviculture suédoise. L'agence est confrontée à des défis en matière de supervision, en raison des développements juridiques relatifs à la protection des espèces et à la supervision, qui sont particulièrement gourmands en ressources.

Indicateurs économiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,5	-0,8	-0,3	-0,1
Danemark	6,8	2,7	1,8	1,2	-0,6	0,4	2
Finlande	3,2	1,6	-1,0	-0,1	0,4	-1,1	-0,7
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,2	-0,5	-0,5	1,5
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,1	0	0,1	0,2
Islande	5,1	8,9	4,1	1,1	1,1	-2,5	0,9

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

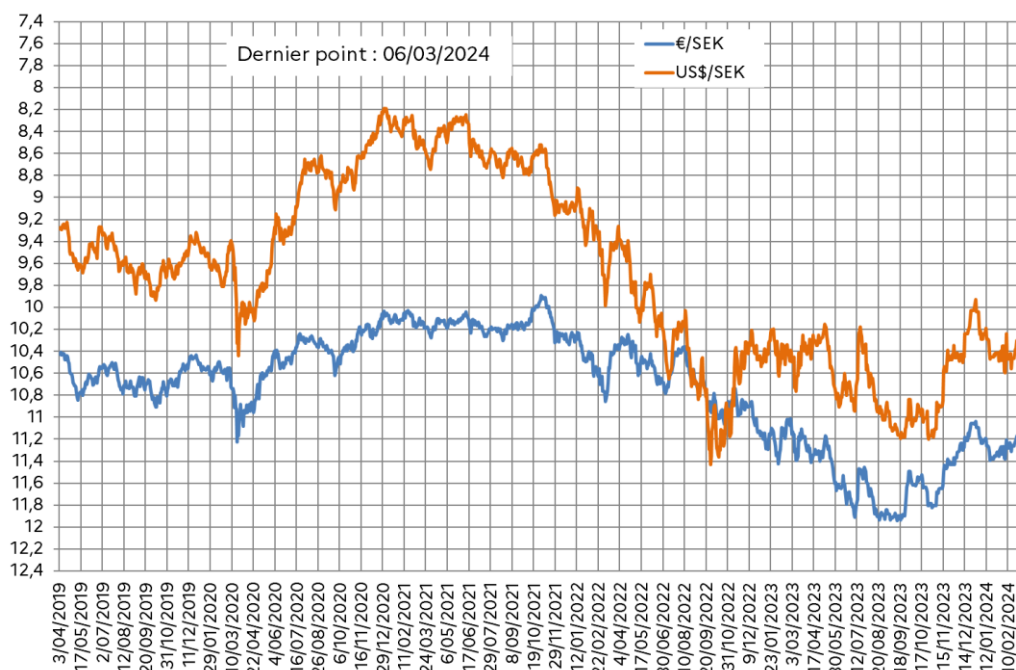
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Suède	2,2	8,4	8,6	11,4	9,8	7,7	5,6
Danemark	1,9	7,7	3,3	7,3	3,6	2,1	0,5
Finlande	2,1	7,2	4,3	7,5	5,1	3,4	1,5
Norvège	3,5	5,8	4,8	6,6	6,5	4,5	3,7
Islande	4,4	8,3	8,8	10,0	9,4	7,8	7,9

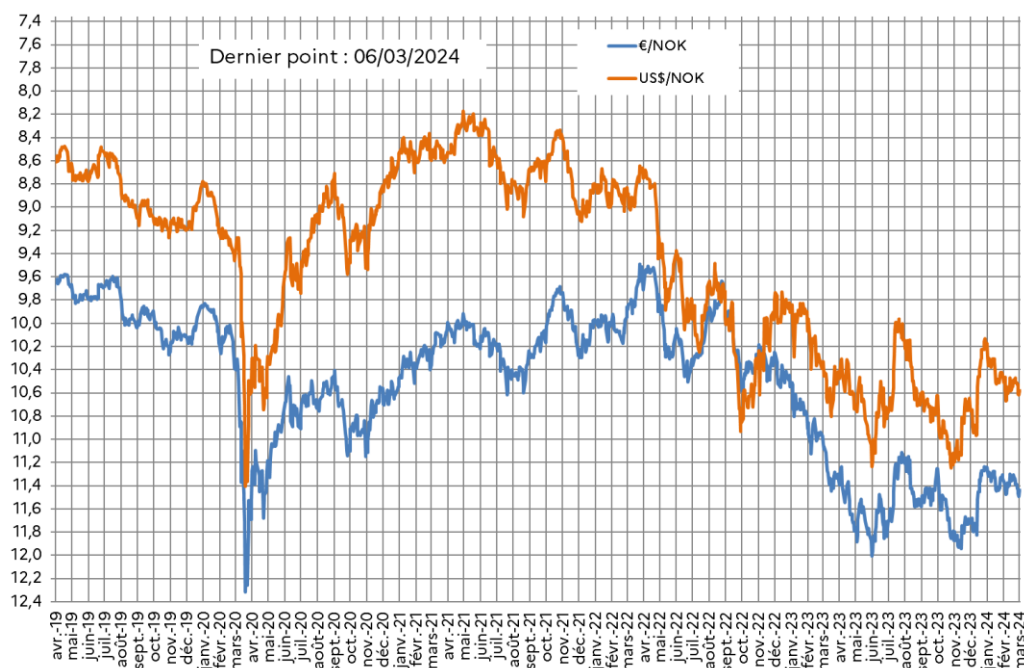
Sources : [statistics Sweden](#), ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud, M. Geeraerts), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, V. Lision) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtresor.gouv.fr